

Paris, le 6 mars 2014

Réponse de Direct Energie à la Consultation publique de la CRE du 6 février 2014 relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de transport de GRTgaz et TIGF au 1er mai 2014

Direct Energie tient à rappeler que l'évolution des règles d'équilibrage générera nécessairement une modification de l'économie générale de l'équilibrage et donc de l'économie de la fourniture aux clients finals. Aussi, dès lors que les évolutions envisagées généreraient des coûts additionnels pour les fournisseurs, il est impératif qu'une répercussion synchrone et proportionnée de ces surcoûts dans les tarifs réglementés de vente¹ soit assurée, sauf à venir en contradiction avec les dispositions législatives en vigueur.

En réponse aux précédentes consultations de la CRE sur l'évolution des règles d'équilibrage gaz (réponse à la consultation du 4 mai 2012, réponse à la consultation du 19 juillet 2012, réponse à la consultation du 20 décembre 2012 et Groupe de travail Equilibrage du 27 juin 2013, du 18 septembre 2013 et 28 novembre 2013), Direct Energie a alerté les services de la CRE sur les impacts des orientations prises dans le cadre de la définition du nouveau système d'équilibrage. A la lecture de la présente consultation, Direct Energie constate que cette préoccupation n'est pas partagée par la CRE, puisque nulle part il n'est fait mention des potentiels impacts économiques des évolutions envisagées.

Pourtant, la mise en œuvre du système d'équilibrage cible tel qu'il est proposé dans cette consultation reviendrait à transférer la charge de l'équilibrage des gestionnaires de réseaux de transport de gaz vers les expéditeurs. Il en résulte nécessairement une augmentation des coûts supportés par les fournisseurs / expéditeurs pour l'équilibrage, sans qu'une diminution des tarifs de transport n'ait aujourd'hui été clairement quantifiée.

Elle serait pourtant légitime puisque le nouveau système d'équilibrage, s'il atteint son objectif d'amélioration des prévisions de consommation par les expéditeurs, nécessitera moins de recours à la flexibilité par les GRT.

¹ qui restent et resteront les tarifs de référence du marché, notamment sur le segment Résidentiel

³ « Or, une partie de ces déséquilibres est inhérente à l'incertitude sur les prévisions de consommations, et cette composante ne pourra être réduite, quelle que soit l'incitation financière mise en œuvre via le Prix marginal. » Page 3 du document de GRT Gaz ¹

Question 1 : Etes-vous favorable aux propositions des GRT concernant les informations mises à disposition des expéditeurs ?

Direct Energie est globalement favorable aux propositions des GRT concernant la mise à disposition d'informations concernant :

- les télérelevés sur le réseau de distribution,
- la publication de l'avis d'équilibrage.

En revanche, comme déjà mentionné dans notre réponse à la consultation du 20/12/2012, **ces publications ne sont aujourd'hui d'aucune utilité pour les fournisseurs de clients profilés : nous émettons ainsi de sérieuses réserves quant à la publication de k0 par GRT Gaz** et notamment concernant les points suivants :

- précision du modèle GRT Gaz : actuellement les prévisions de GRT Gaz présentent des erreurs de prévisions comprises entre 8 et 14% en moyenne (cf. GT équilibrage du 28/11/2013, slide 40). Ce niveau d'erreur est clairement insuffisant et ne permet en aucun cas d'être utilisé à des fins d'équilibrage dans les conditions qui sont proposées au 01/05/2014 et a fortiori au 01/05/2015. Direct Energie tient à rappeler que ce niveau d'erreur est à comparer directement aux tolérances d'un expéditeur (aujourd'hui autour de 10 % pour un expéditeur moyen contre 6% au 01/05/2014). On comprend mieux qu'une erreur en moyenne supérieure au niveau de tolérances n'est ni satisfaisante, ni acceptable.
- Valeur engageante de la prévision : comme proposé par le Code de Réseau (aux paragraphes 1, 7 et 8 de l'article 50, page 37²), Direct Energie souhaite que les travaux de GRTgaz sur la prévision de k0 ne soit prolongés que si cette prévision devient engageante pour GRTgaz, (i.e. volume en écart sur la base du k0 et plus du k2). Dans le cas contraire, Direct Energie souhaite que les coûts de développement associés à ces prévisions restent à la charge de GRTgaz.
- Régulation incitative : En tout état de cause, dans l'optique d'une prévision engageante des GRT (et uniquement dans ce cas), Direct Energie demande à ce que la prévision des k0 fasse l'objet d'un indicateur ad-hoc, incité financièrement, lors de la prochaine mise à jour de l'ATRT 5 (le nouvel indicateur récemment introduit portant uniquement sur la prévision globale par zone, ce qui ne permet pas de mesurer spécifiquement la performance de la prévision des profilés par GRTgaz).

Au global et en l'état, Direct Energie considère qu'aucune amélioration de l'information n'est apportée pour un expéditeur de client profilés.

Question 2 : Etes-vous favorable aux propositions de GRTgaz concernant l'évolution des modalités de règlement des déséquilibres des expéditeurs ?

Question 3 : Etes-vous favorable aux propositions de TIGF concernant l'évolution des modalités de règlement des déséquilibres des expéditeurs ?

En l'état, Direct Energie est défavorable aux propositions de GRTgaz et TIGF.

Diminution des tolérances

Les informations mises à disposition des expéditeurs ne permettant pas d'améliorer la prévisibilité des clients profilés, ces derniers verront nécessairement leur coût d'approvisionnement se dégrader :

- il sera plus volatile du fait de l'augmentation de leur exposition au prix « P Marginal » (remplaçant le prix P2) du fait de la diminution par 2 des tolérances à partir du 01/05/2014;
- il sera plus volatile du fait de l'augmentation de leur exposition au prix moyen pondéré;
- il sera potentiellement plus élevé en raison de l'augmentation de l'exposition au prix P3, liées à la fois à la diminution des talons et des tolérances au 01/05/2014.

Ces impacts, qui découlent directement de l'application des propositions des GTR, ne peuvent être acceptés (GRTgaz prévoit ainsi une augmentation du coût d'équilibrage pour les expéditeurs de clients profilés³ sans aucune contreparties pour ces mêmes clients).

Concernant l'augmentation des coûts d'équilibrage, Direct Energie tient à saluer le travail qui a été fait par GRT Gaz sur l'étude d'impact concernant le surcoût lié à l'évolution du système d'équilibrage. Cette étude, présentée en GT Equilibrage du 28 novembre 2013, démontre clairement que les fournisseurs de clients profilés vont voir leur coût d'équilibrage augmenter (+0.8 c€/MWh pour un expéditeur moyen et +2.5c€/MWh pour un petit expéditeur) alors que dans le même temps, celui des fournisseurs de clients télé-relevés va diminuer (-2.4 c€/MWh pour un expéditeur moyen et +3.2 c€/MWh pour un petit expéditeur)!

Variation du surcoût d'équilibrage (Cible –Actuel, en c€/MWh)

Zone Nord			
	TELE	MIXTE	PROF
Gros	-1,0	0,8	-
Moyen	-2,4	2,1	0,8
Petit	-3,2	6,4	2,5

(source = slide 17 du GT du 28/11/2013)

L'étude de GRT Gaz présente cependant un certain nombre de biais :

- basée sur les écarts réalisés, elle ne tient donc pas compte
 - o des changements de comportement induits par les évolutions du système (baisse des tolérances, baisse des talons...)
 - o de l'aléa de prévision sur les profilés
 - o de l'amélioration de la qualité d'information que devraient recevoir les expéditeurs de clients Télé-relevés ce qui n'est pas le cas pour les clients profilés pour lesquels la prévision GRTgaz est très mauvaise (erreur prévision de k0 autour de 10%, au mieux à 8%)

³ « Or, une partie de ces déséquilibres est inhérente à l'incertitude sur les prévisions de consommations, et cette composante ne pourra être réduite, quelle que soit l'incitation financière mise en œuvre via le Prix marginal. » Page 3 du document de GRT Gaz 140206_CP_EquilibrageGRTGAZ-TGIF-PropositionGRTgaz-1.pdf

- redistribution sur la base des volumes livrés alors que cette disposition n'a pas encore été statué, et doit d'ailleurs faire l'objet d'une concertation courant 2014. Direct Energie souhaiterait d'ailleurs qu'un tableau équivalent soit présenté avec une redistribution sur la base des capacités de livraison (système actuel et proposé pour 01/04/2014).

Néanmoins, Direct Energie a mené ses propres études sur la base de son portefeuille actuel (correspondant à la typologie Moyen PROFILES dans le jargon de l'étude GRTgaz), avec des modélisations sur l'aléa de prévision client et la gestion des EBC sur un mode prévisionnel. L'étude Direct Energie donne sensiblement les mêmes conclusions que l'étude de GRTgaz, à savoir une augmentation significative des coûts d'équilibrage. Direct Energie se tient à la disposition de la CRE pour expliquer en détail les hypothèses et les méthodologies retenues.

La proposition de GRTgaz de mise en place de tolérances réduites au global de moitié au 01/05/2014 ne peut donc être validée en l'état : **Direct Energie demande à ce qu'au global, pour les portefeuilles de clients profilés, les tolérances restent inchangées.**

Il est à noter que l'article 45 (Interim measures: general provisions, page 34)⁴ du Code de Réseau prévoit en régime transitoire (i.e. jusqu'en 2020 pour une entrée en vigueur en 2015) la possibilité de tolérances pour les soutirages de clients profilés, à hauteur de la différence entre la prévision et l'allocation. Ceci est explicité aux paragraphes 1, 7 et 8 de l'article 50 du Code de Réseau, page 37.

Si la proposition de GRTgaz sur les tolérances entre en vigueur au 01/05/2014, il semblerait pour le moins logique d'y appliquer ce principe.

En l'absence de mise en place des propositions alternatives indiquées par Direct Energie (tolérances conservées pour les expéditeurs de clients profilés ou dépénalisation du coefficient de bouclage), Direct Energie souhaite que le **niveau de décote/surcote soit porté à 2.5% (contre 10% proposé) et ce dès le 01/05/2014**. C'est, selon Direct Energie, le niveau qui permettrait d'insensibiliser le coût d'équilibrage à la baisse des tolérances.

Tolérances optionnelles

Par ailleurs Direct Energie est favorable, comme proposé, au maintien des tolérances optionnelles au 01/05/2014, comme au 01/04/2015.

⁴ Article 50 du code de réseau [D028021/04](#)

Tolerance

1. **Tolerances may only be applied in case network users do not have access:**

- (a) to a short term wholesale gas market that has sufficient liquidity;
- (b) to gas required to meet short term fluctuations in gas demand or supply; or
- (c) **to sufficient information regarding their inputs and off-takes.**

(...)

7. The tolerance level applicable for a non daily metered off-take defined under the applicable national rules shall be based upon the difference between the relevant forecast of a network user's non daily metered off-takes and the allocation for non daily metered off-take.

8. The tolerance level may include a component calculated taking into account the application of the deviation of the forecast of a network user's non daily metered off-takes which is the amount by which the relevant forecast:

- (a) exceeds the allocation for non daily metered off-take in case the daily imbalance quantity is positive;
- (b) is less than the allocation for non daily metered off-take in case the daily imbalance quantity is negative.

Recours au contrat de flexibilité

Comme exprimé lors des précédentes consultations et à chaque groupe de travail, Direct Energie rappelle qu'il est important que les coûts liés à l'équilibrage du système soient clairement explicités dans l'ATRT et que le recours de GRTgaz à son contrat de flexibilité fasse l'objet d'un suivi en Concertation Gaz.

Si GRTgaz a estimé lors d'un GT à 500 k€/an⁵ la diminution de l'usage du contrat, ce chiffre n'a pas pu être confirmé quelques semaines plus tard en Comité de Coordination de la Concertation. Aussi Direct Energie regrette que ces dispositions n'aient pas clairement été explicitées dans les délibérations tarifaires de la CRE et notamment celle du 29/01/2014 sur l'ATRT5. Par ailleurs Direct Energie tient à rappeler que le Code de Réseau (paragraphe 6 et 7, Article 8 Balancing services, page 11) prévoit une obligation d'utilité et de transparence sur les moyens utilisés par les GRT pour s'équilibrer⁶. Direct Energie demande donc en conséquence :

- que la CRE confirme bien par délibération cette baisse de 500k€/an dans la trajectoire ATRT5 au titre du moindre recours du contrat de flexibilité de GRTgaz conclu auprès de Storengy
- qu'un monitoring mensuel soit publié sur l'utilisation du contrat de flexibilité par GRTgaz en détaillant les besoins Equilibrage, Modulation infra-journalière et sécurité du système.

Si d'aventure GRTgaz ne parvenait pas à expliciter la part du stockage pouvant être libérée concomitamment à la diminution des flexibilités, il serait alors indispensable de pérenniser les tolérances, notamment vis-à-vis des consommateurs profilés.

Suppression des Talons EBC au 01/04/2015

Enfin, comme rappelé lors des derniers GT par **Direct Energie et une majorité d'expéditeurs, il semblerait opportun, dans le cas où les propositions des GRT sur les tolérances seraient validées par la CRE, de supprimer dès le 01/05/2014 les talons et les EBC.** En effet la diminution par 2 des tolérances combinée à la diminution par 2 des talons (qui passeront de 25 à 10% en zone nord) rendra la taille des talons négligeable (de l'ordre de 0.5% de la consommation d'un expéditeur moyen, à comparer à une erreur de prévision compris entre 5 et 10% !), ce qui aura pour effet de rendre les EBC difficilement pilotable et donc augmenter le risque de P3 pour les expéditeurs.

Cela est d'autant plus important pour TIGF, qui propose de passer la TEC à 1 fois la TEJ (contre 2 actuellement), une mesure que Direct Energie juge pour le moins surprenante, car elle va entraîner une double exposition immédiate aux écarts.

Si la proposition de suppression des talons/EBC n'est pas retenue, une solution alternative pourrait-être la possibilité de pouvoir solder tout ou partie de l'EBC sans contrainte de volume égal au talon, par des achats /

⁵ Extrait du CR du GT du 28/11

"GRTgaz explique que la diminution de l'usage de ce contrat a été fixée comme cible, en négociation avec la CRE. Direct Energie demande quelle est l'ampleur de la diminution en un an. GRTgaz précise qu'elle est d'au moins 500 k€ par an. Néanmoins, ces diminutions se cumulent sur chacune des 4 années du tarif ATRT5."

⁶ Article 8 du code de réseau [D028021/04](#)

6. The transmission system operator shall review the use of its balancing services annually in order to assess whether available short term standardised products would better meet the transmission system operator's operational requirements and whether the use of balancing services could be reduced for the next year.
7. The transmission system operator shall publish annually the information with regard to the balancing services procured and the related costs incurred.

ventes face aux GRT depuis les EBC. Cela permettrait a minima aux expéditeurs de solder d'un coup leur EBC en cas de dérive (et donc d'aider les GRT), en minimisant les risques P3 et les coûts de suivi qui en découlent.

Mesures d'adaptation

Quel que soit le système d'équilibrage qui sera retenu à l'issue de cette consultation Direct Energie souhaite la mise en place d'une période transitoire de quelques mois qui permettra aux expéditeurs de s'adapter à des mesures qui ne seront validées qu'un mois avant leur mise en application. Cette phase d'adaptation pourrait notamment comprendre une dépénalisation des écarts compris entre les nouvelles et les anciennes tolérances.

Question 4 : Etes-vous favorable à l'évolution des modalités d'intervention de GRTgaz sur le marché au titre de ses besoins d'équilibrage ?

Direct Energie note que le niveau de 10 % de décote/surcote proposé par GRT Gaz au 01/05/2014 est justifié par un manque de souplesse aux niveaux de ses interventions⁷. **Direct Energie s'étonne et regrette que GRTgaz n'ait pas, dans ce cas, proposé d'augmenter le volume de ses interventions ou a minima de les rendre plus souples**, ce qui aurait été plus logique que de mettre le niveau de décote/surcote à 10%.

Direct Energie est favorable à une modification des interventions des TSO dès le 01/05/2014, si celle-ci permet d'envoyer un signal reflétant la tension du réseau et donc permettant de diminuer l'incentive de décote/surcote. Cette modification des interventions doit permettre à GRTgaz d'avoir plus de flexibilité, notamment

- en limitant au maximum les contraintes de prix ou de volume, notamment en cas de tension physique du réseau,
- en intervenant, en plus des fenêtres d'interventions, en continu si besoin.

Direct Energie s'étonne par ailleurs de l'analyse de la CRE sur les interventions pour les sessions Weekend qui doivent devenir optionnelles comme celle du Day-Ahead⁸. Contrairement au Day-Ahead pour lesquels il y a encore des interventions possible en Within Day, ce n'est actuellement pas le cas dans les conditions de marché actuelles où ni la bourse ni la majorité des acteurs sont présents en within-day le samedi et le dimanche. En cas de non intervention sur le produit weekend, Direct Energie s'interroge sur la référence qui devra être utilisée par GRTgaz pour le prix moyen...

Il paraît donc extrêmement prématuré de rendre le produit weekend optionnel pour les interventions de GRTgaz.

⁷ « De plus, GRTgaz ne disposera pas à cette date de la souplesse d'intervention sur la bourse lui garantissant, en cas de besoin, un niveau de prix marginal reflétant la tension du réseau. » Page 2 du document de GRT Gaz 140206_CP_EquilibrageGRTGAZ-TGIF-PropositionGRTgaz-1.pdf

⁸ « La CRE estime que les propositions de GRTgaz sont satisfaisantes. Elle considère toutefois que son intervention pour les sessions Week-end devrait devenir optionnelle comme celle en Day-ahead pour traiter uniquement les cas d'anticipation d'un fort déséquilibre. » page 9/10 du document de consultation

Question 5 : Etes-vous favorable à l'évolution des modalités d'intervention de TIGF sur le marché au titre de ses besoins d'équilibrage ? Etes-vous favorable à ce que TIGF intervienne au PEG Sud à partir du 1er mai 2014 au plus tard ?

Dans un souci de simplicité et de cohérence avec la fusion de zones Sud et TIGF au 01/04/2015, **Direct Energie estime souhaitable que les modalités de règlement des écarts et d'interventions sur les marchés convergent dès que possible** vers un système commun proche de celui de GRT gaz.

En revanche, **Direct Energie n'est pas favorable à la possibilité pour TIGF d'intervenir directement sur le PEG Sud dès le 01/05/2014** et ne comprend encore moins l'urgence avec laquelle la CRE enjoint TIGF à procéder de la sorte. Direct Energie constate effectivement que le PEG TIGF est complètement illiquide et est par conséquent clairement opposé à ce que les expéditeurs aient à s'équilibrer au PEG TIGF alors même que les écarts résiduels seront facturés à un prix PEG Sud. Au-delà du fait que cela va rendre le PEG TIGF encore moins liquide, cela va inciter les acteurs à ne plus s'équilibrer eux-mêmes (à un prix TIGF) mais à préférer payer un prix des écarts PEG Sud qui sera potentiellement moindre, ce qui est contraire au principe de base du Code de Réseau.